

Réfractations, **la guerre et autres questions**

Pierre Sommermeyer

« *Quand vient la nuit, devenons des hiboux !* »
Ronald Creagh

AU DÉBUT DU MOIS DE DÉCEMBRE 2015, LE COLLECTIF QUI PUBLIE *Réfractations* s'est réuni comme il le fait tous les six mois pour préparer les numéros à venir. Cette fois, cela s'est passé à Paris. Ses membres ont passé plusieurs heures à évoquer les événements de la mi-novembre. *Réfractations* n'étant pas une organisation politique, il n'a pas été jugé judicieux de publier quelque communiqué que ce soit.

Dans le numéro du printemps 2015, deux articles revenaient sur la tuerie du 7 janvier et des jours suivants. L'article qui suit reprend un certain nombre de réflexions faites alors. Il reflète aussi une bonne partie des discussions qui se sont tenues lors de la dernière réunion. Il veut répondre à une situation qui dans les faits nous échappe. Nous sommes tous d'accord pour penser que la résistance à ces états de fait passe par un travail de réflexion. Aujourd'hui, résister, c'est penser !

BOÎTE À OUTILS

Il est probablement trop tôt¹ pour faire une synthèse de ce qui se passe. Les historiens se chargeront de ce travail plus tard. Ce qu'il est possible de faire aujourd'hui, c'est de ramasser des morceaux de l'actualité, des bribes de discours, des informations éparses pour permettre à partir de là, à ceux qui voudront, de tenter de comprendre ce qui est en cours. Voici quelques termes sur lesquels il faudra bien s'appesantir. Il y a bien sûr la religion, le terrorisme, les bombardements, les jeunes de banlieue, l'armement, la « génération Bataclan », Daech, la Chine, la Russie, les Kurdes, les Turcs, les réfugiés, Bachar al-Assad, l'Irak, la Syrie. Il y a aussi les murs, les états d'urgence, l'islamophobie, Israël, le millénarisme, la bulle hors guerre, le cocon européen, et bien d'autres. Nous vivons dans un monde qui bouge sans cesse, où l'information va et vient ; ce qui semblait vrai hier peut se révéler demain incomplet ou même faux. Malgré cette sensation d'être dans un monde mouvant, il nous faut continuer à réfléchir à partir des faits connus et de notre compréhension libertaire du monde.

LA RELIGION

La rumeur publique prête à Malraux cette phrase bien connue : « Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas. » Il faut reconnaître que, où qu'on se tourne, le fait religieux est présent sous bien des formes. Partout se font jour des appels à la tolérance religieuse. Nulle part n'éclosent des pétitions en faveur du point de vue athée, agnostique ou même indifférent. On semble assister à une forme larvée de Yalta des religions. Aujourd'hui, le combat principal semble être celui contre l'islamophobie. Une question se pose alors : comment nommer une personne qui vient du Maghreb ou d'un autre pays arabe et qui n'est pas croyante, ou qui est athée ? Est-ce quand même un musulman ? Nous nous apercevons ainsi à quel point l'appartenance réelle ou supposée à une religion peut structurer une pensée politique.

Pour Eduardo Colombo, « la religion n'est pas la même si elle s'exprime à l'intérieur de la structure religieuse du monde ou dans un monde sécularisé. En Occident, après 1600 – le supplice de Bruno et le procès de Galilée, les Lumières, la Révolution –, la structure du monde est "scientifique", c'est l'explication rationnelle

1. Au moment où ces lignes sont écrites, les derniers en date des attentats en Indonésie ou au Burkina Faso montrent bien que l'étendue des capacités d'intervention de Daech ou de ses clones n'a pas de limite et que vouloir réduire son influence à la situation irakosyrienne est un leurre

qui est la norme. Pour les croyants, la structure du monde est religieuse, c'est une forme magique, mystique, régie par la parole divine. Si Dieu connaît ce qui se passe avant que cela ne se passe, l'homme n'est pas libre. Or dans la pensée religieuse il n'y a pas de temps historique, donc il y a une permanence du divin, un seul moment éternel ».

Il est possible de classer les croyants en trois catégories. Il y a les croyants sociologiques, qui suivent les données sociologiques, c'est-à-dire l'application ou la conformation au vieux principe *Cujus regio, ejus religio*, le prince étant remplacé par le pays. Parmi eux une subdivision s'impose entre ceux qui sont indifférents aux dogmes et ceux qui seraient de vrais croyants, c'est la foi individuelle. La deuxième catégorie rassemble les fondamentalistes, ceux qui prennent et suivent les textes au pied de la lettre dans leur vie privée, la troisième, les intégristes. Eux, tout en prenant les textes au pied de la lettre, pensent que la société qui les entoure doit y être soumise comme eux-mêmes le sont. On trouve de ces gens dans tous les pays du monde. Aujourd'hui dans le pays le plus peuplé, l'Inde, les hindouistes qui sont arrivés au pouvoir avec Narendra Modi tentent d'imposer leur religion, particulièrement aux musulmans. Aux États-Unis, la *Bible Belt*, région du sud du pays, rassemble un grand nombre de ces intégristes protestants dont Sarah Palin et le *Tea Party* sont les porte-voix et dont Bush fut le héros. Il faut reconnaître que se servir de la raison pour comprendre le monde est absolument désespérant. La religion offre, elle, des réponses apaisantes.

Il est remarquable de voir que dans tout débat portant autour de la religion la question de l'existence de Dieu, donc d'une autorité supérieure, n'est jamais remise en question. Le débat autour des caricatures de Mahomet parues dans *Charlie Hebdo* a mis en évidence que ces représentations satiriques heurtaient une croyance collective, celle du milieu musulman, qu'il fût croyant ou pas. Il apparut qu'une grande partie de l'opinion publique jugeait ces dessins choquants et inutiles. Faut-il rappeler que ce journal, faute de succès, était alors sur le point de déposer le bilan ? Pourtant, nous remarquons que la plupart de ceux qui plaidaient pour la tolérance, plus ou moins positive, récusent le créationnisme ou l'*intelligent design*. Où est donc la frontière entre la foi individuelle et la religion organisée ?

LE TERRORISME

Selon le dictionnaire Larousse, il s'agit d'un « ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages, etc.) commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système ». À l'étude, il s'avère que c'est une définition assez restrictive que l'on pourrait réduire à ces quelques mots : acte de semer la terreur. La crucifixion de 6 000 partisans de Spartacus de Rome à Capoue n'avait pas d'autre but. Si le terme sembla apparaître au moment de la Révolution française lors de la Terreur, il fit florès depuis. Nicolas Werth² nous rappelle que, « le 5 septembre 1918, le Conseil des commissaires du peuple [publia] un décret intitulé *Sur la Terreur rouge*, appelant à "isoler les ennemis de classe de la République soviétique dans des camps de concentration, à fusiller sur-le-champ tout individu impliqué dans des organisations de Gardes-Blancs, des insurrections ou des émeutes" ». Cet éditorial du journal de la Tcheka de Kiev n'a pas perdu de son actualité :

« Nous rejetons les vieux systèmes de moralité et d'"humanité" inventés par la bourgeoisie dans le but d'opprimer et d'exploiter les classes inférieures. Notre moralité n'a pas de précédent, notre humanité est absolue car elle repose sur un nouvel idéal : détruire toute forme d'oppression et de violence. Pour nous, tout est permis car nous sommes les premiers au monde à lever l'épée non pas pour opprimer et réduire en esclavage, mais pour libérer l'humanité de ses chaînes... Du sang ? Que le sang coule à flots ! Puisque seul le sang peut colorer à tout jamais le drapeau noir de la bourgeoisie pirate en étendard rouge, drapeau de la Révolution. Puisque seule la mort finale du vieux monde peut nous libérer à tout jamais du retour des chacals. »

Faire peur n'est pas autre chose qu'un mode de gouvernement ; cette façon de faire est appelée terrorisme quand elle est pratiquée par des groupes ou des formations ne relevant pas d'un gouvernement, sauf quand il s'agit, comme nous le voyons plus haut, d'un gouvernement totalitaire !

Le terrorisme gouvernemental a une caractéristique bien particulière : il véhicule en même temps que son horreur sa capacité à faire oublier. Face à Daech tout le monde a oublié les millions de morts soviétiques ou chinois, sans parler des autres, mais il suffit

2. <http://www.mass-violence.org/IMG/pdf/ Crimes-et-violences-de-masse-des-guerres-civiles-russes-1918-1921.pdf> consulté en décembre 2015.

de prononcer le mot anarchiste pour que remonte à la surface le terme de terroriste.

DAECH, ACRONYME DE

AD DAWLA AL ISLAMIYA FI AL 'IRAQ WA ASH SHAM

Avant d'aller plus loin, il faut s'arrêter un moment sur cette question qui taraude nos communicateurs : comment appeler, nommer, désigner ce nouveau venu ? Derrière cette interrogation se cache en fait la question suivante : qu'est-ce qu'un État, à partir de quel moment est-on un État, que faut-il faire pour être reconnu comme un État ? Si Daech est un État, alors il nous – les États reconnus – ressemble, alors que nous autres États disons ne pas lui ressembler. Puisqu'il n'est pas comme nous, alors Daech n'est pas un État. Interviewée sur France Culture en fin d'année, Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, renforce cette idée. Elle dit : « Je suis heurtée qu'on nomme Daech État islamique. Être dans la terreur ne fait pas de vous un État³. Un État c'est le monopole de la violence légitime. Là il y a une violence sans légitimité. On redécouvre la définition de ce qu'est un État, ce n'est pas de l'expansionnisme, ce n'est pas de la violence qui s'abat sur ses propres ressortissants. Un État, c'est un contrat social. [Avec Daech] on est dans un délire expansionniste, intégriste fondé sur la certitude que les autres incarnent le mal. »

C'est bien toute la question du miroir que nous tend l'État islamique, miroir dans lequel, que nous le voulions ou pas, nous sommes obligés de nous regarder. L'État, où qu'il soit, a comme premier objectif de faire oublier qu'il y eut un moment historique où il n'existait pas. Il se doit d'apparaître comme hors du temps. La forme État implique un certain nombre de conditions pour apparaître. La première est son inexistence antérieure, ce qui ne signifie pas qu'une forme d'oppression étrangère n'existe pas ni que l'organisation sociale des populations concernées n'y ressemble pas. Par exemple, les États russe et américain sont nés d'un conflit mené par des terroristes, ce du point de vue des puissances occupantes du moment, qu'il s'agisse des Mongols pour les premiers ou de la Couronne britannique pour les seconds. Appeler ce genre de lutte « guerre de libération nationale » ne change rien au processus. La deuxième condition, c'est la présence d'un territoire vide de ce type d'organisation sociale. En 1871, la mainmise de la Prusse

3. Ce que contredit Patrick Boucheron dans une interview (*Libération*, 6 janvier 2016) : « On pense à Hobbes et à son *Léviathan* (1651), bien entendu, qui fait de la peur en commun le contrat noir fondant l'obéissance à l'État. »

sur la totalité de l'Allemagne remplissait un vide politique. L'État chinois joua le même rôle en 1949 lors de la conquête de Pékin par les troupes communistes.

La situation pour Daech est identique. La structure étatique antérieure a disparu, d'une part, sous les coups américains, à travers la chute de Saddam Hussein et la conquête de l'Irak et, d'autre part, à travers l'incapacité du gouvernement syrien de faire face autrement que par la liquidation pure et simple de ses opposants au mécontentement de sa population. L'espace géographique sur lequel l'État islamique étend aujourd'hui son emprise fut donc un espace vide de toute organisation étatique. Pour justifier son existence, comme tout État, il lui fallait une explication idéologique. Il y en avait une à portée, ce fut l'islam dans sa version radicale, c'est-à-dire une sorte de retour à des sources mythifiées. Il s'agit donc d'une coalition, d'une rencontre entre les déçus irakiens du régime précédent et des tenants des luttes armées islamistes⁴. Il est intéressant de rappeler que, tant pour la Syrie que pour l'Irak, l'idée laïque était présente dès leurs origines dans l'appartenance idéologique de leurs dirigeants, tous membres à l'époque du parti nationaliste Baas. Le Parti de la résurrection arabe et socialiste, *Hizb al-Ba'ath al-Arabi al-Ishtiraki*, avançait que seul un État laïque pouvait permettre la réunification de la nation arabe très divisée sur le plan confessionnel. On sait ce qu'il en advint.

Daech est considéré par beaucoup comme une « entité barbare ». Une simple interrogation de Google sur ces deux mots obtenait à la mi-janvier 93 200 résultats. À ce propos Patrick Boucheron, historien, rappelait dans sa leçon inaugurale au Collège de France que, si l'autre est un barbare au regard des règles de la raison, Montesquieu écrivait qu'ils ne l'étaient pas « eu égard à nous qui les surpassons en toute sorte de barbarie ». Cette qualification est trompeuse et sert à nous tranquilliser. Ces gens qui forment Daech ne débarquent pas de nulle part. Ils ne sont pas en dehors de notre réalité. Daech est moderne. Ils sont le produit de notre temps. Il suffit de considérer la façon dont ses membres utilisent les moyens de communication ouverts ou fermés comme le Darknet pour s'en convaincre⁵.

Pour terminer, faut-il rappeler que Daech n'est pas une chose qui a surgi dans les sables désertiques du Moyen-Orient mais la résultante de différentes données où la fascination morbide et religieuse pour la mort va de pair avec la recherche d'une

4. Lire une analyse marxiste intéressante à ce sujet : <http://communisme-ouvrier.info/?Qu-est-ce-que-l-État-islamique>.

5. La revue *Dar al-islam* disponible en ligne un peu partout en est un terrifiant exemple.

alternative à l'échec, momentanément espérons-nous, des révolutions arabes ? Alain Bihr évoquait dans le n° 34 de *Réfractions* l'apparition de ces États d'exception qui allait survenir, offrant une voie providentielle à des populations coincées dans les rivalités grandissantes des différents pôles de l'accumulation mondiale.

L'ISLAM

Il semble bien qu'un accord général se soit fait pour que ce mot commençant par une minuscule renvoie à la religion proprement dite alors que, s'il est écrit avec une majuscule, il évoque l'univers où cette religion est dominante. Il est possible de faire un parallèle avec le christianisme et la chrétienté. Les relations entre ces deux mondes ont été la plupart du temps pour le moins antagonistes, si ce n'est belliqueuses. Les individus qui se réfèrent à cette religion sont appelés musulmans. Si à l'origine l'islam est une religion arabe, aujourd'hui la majorité de ses pratiquants est asiatique. Le plus grand pays musulman est l'Indonésie.

Si l'islam et le christianisme sont des religions monothéistes comme le judaïsme, ils n'entrent pas en concurrence avec ce dernier. Par contre, l'espace de chalandise des deux premières se confond. Elles ont toutes les deux des prétentions universalistes.

Contrairement au christianisme où les scissions, les schismes eurent lieu à propos de désaccords sur l'interprétation des écritures dites saintes, en Islam, avec un I majuscule, cela n'est pas possible dans la mesure où le texte sacré, le Coran, est considéré comme la Parole de Dieu lui-même. En conséquence le schisme n'eut pas lieu à la suite d'un désaccord d'interprétation du texte, mais à propos d'une question de filiation : qui est le vrai successeur de Mahomet ? L'antagonisme chiite-sunnite date de la bataille de Kerbala (Irak) en 680, où le petit-fils du Prophète fut décapité par les troupes du calife en place. Il apparaît aujourd'hui comme insoluble. Le califat est une donnée centrale pour les sunnites. L'occupant du siège étant tout à la fois le commandeur des croyants et le dirigeant politique des mêmes. Le dernier califat en date, celui qui dura le plus longtemps, le califat ottoman, c'est-à-dire turc, fut aboli par Kemal Atatürk en 1924. Depuis, l'Islam est orphelin. Daech, en la personne de son dirigeant, Abou Bakr al-Baghdadi, qui prétend incarner le rôle de calife, veut ainsi renouer avec la grandeur passée.

ISLAMISME ET ISLAMOPHOBIE

Voici deux notions qui semblent aller de pair. La manifestation de la première induit, provoque la seconde qui, elle, peut se manifester sans pour autant être provoquée par la première. Selon le dictionnaire Larousse, l'islamisme « désigne, depuis les années 1970, un courant de l'islam faisant de la charia la source unique du droit et du fonctionnement de la société dans l'objectif d'instaurer un État musulman régi par les religieux ». Ce serait la radicalisation de la religion musulmane, soit sa forme intégriste. Quant à l'islamophobie, il s'agirait de la réaction de défense de non-musulmans face à ce qu'ils perçoivent comme une croisade à rebours. Il n'est pas possible de s'en tenir là. Ce qui pouvait apparaître comme une simple réaction de défense a pris une dimension complètement différente. C'est devenu un instrument politique autant chez ceux qui s'en servent pour augmenter leur pouvoir, leur influence dans la société, que parmi les groupes qui s'y opposent⁶. D'un côté comme de l'autre, cela évite d'aborder les questions qui font que l'autre apparaît comme un ennemi pour les uns ou une victime à défendre pour les autres. Cette question est pain bénit pour toutes les institutions de croyants, quelle que soit leur confession. En se focalisant sur le rejet religieux, elles revendiquent en fait une plus grande place dans la société, faisant de la laïcité l'expression de la capacité pacifique de coexistence religieuse. Sous une forme ou une autre, dans tel ou tel discours, le fait que toutes les religions se valent prédomine. C'est bien ce que déclare Ryszard Kapuściński⁷ : « Regarde le visage que l'Autre te propose ! À travers ce visage, il te transmet sa propre personne, mieux encore il te rapproche de Dieu. » Ce type de discours, *a priori* généreux, permet d'évacuer le fait que la laïcité est avant tout l'affirmation que le vivre ensemble relève de la raison, et seulement d'elle. Faire de la transcendance le principe même du « vivre ensemble » est une imposture. Ce que refuse, en ce qui concerne l'islam, avec violence Kamel Daoud⁸ dans une interview le 28 septembre sur France Inter. Il dit que la religion n'est pas le mal uniquement de son pays, l'Algérie, mais que « c'est le mal du monde arabe, c'est le nœud gordien, tant qu'on n'a pas tranché la relation avec Dieu on ne peut pas établir de relation avec l'homme ».

Pour ceux qui luttent contre l'islamophobie, il semble en effet que la lutte contre le racisme ne suffise plus. Il leur faut trouver un

6. À ce sujet Renaud Garcia explicite l'action des Indigènes de la République très clairement : *Le Désert de la critique*, L'Échappée, p. 99 et suivantes.

7. Ryszard Kapuściński (1932-2007), journaliste et écrivain polonais.

8. Journaliste et auteur de *Meursault*, contre-enquête qui reçut le prix Goncourt en 2014.

autre angle d'attaque. Ils appuient ainsi sur la culpabilité avouée ou latente de bien des gens sensibles à cette injustice. Cette dernière touche tout aussi bien des gens qui ne sont pas de culture musulmane, comme des immigrés asiatiques ou bien des Antillais noirs. Il se manifeste là une tendance politique qui avait disparu, que l'on pourrait qualifier de « tiers-mondiste d'aujourd'hui ». Pour elle, la voix des opprimés est juste parce que opprimée, alors que l'histoire récente nous montre que les opprimés arrivés au pouvoir ont été des oppresseurs à leur tour et le plus souvent sans complexe.

Une caractéristique de l'intégrisme religieux est sa dimension millénariste. Comme le dit si bien Eduardo Colombo, « la religion, c'est la structure religieuse du monde ». Dans cette région du monde où est né le monothéisme, est aussi née l'histoire du début du monde et donc écrite l'histoire de sa fin. Ce n'est pas un hasard si cette dimension est prégnante dans l'État islamique comme parmi une fraction importante du monde juif israélien. Si la fin du monde est proche, la tâche est simple ; il faut faire le tri entre les bons et les méchants même au prix de sa propre mort, qui n'est qu'un épisode puisque la fin est proche.

L'ISLAMISME ET L'ALGÉRIE

Ce qui surprendra tout observateur de la vie politique et sociale en France, c'est à quel point la guerre civile algérienne n'a pas eu d'impact sur la réflexion sur l'islamisme. Cette guerre qui ensanglante l'Algérie pendant les années 1990 et qui, si elle se termine vers 2002, continue depuis de façon larvée.

À l'origine, le refus du verdict des urnes par le pouvoir politique et l'armée, verdict qui donnait le Front islamique du salut vainqueur des élections législatives. C'est évidemment un coup d'État. La conséquence immédiate est que, le FIS (Front islamique du salut) refusant ce diktat, nombre de ses membres prennent le maquis sous différents noms : le Mouvement islamique armé (MIA) est dans les montagnes et le Groupe islamique armé (GIA) est dans les villes. Le conflit fera entre 60 000 et 150 000 victimes, sans compter les disparus et les déplacés. C'est une guerre entre des croyants et des laïques. Que ces derniers soient corrompus, antidémocratiques, militaires et toujours au pouvoir ne doit pas occulter le message du FIS qui était d'établir la « charia » comme mode de gouvernement. Dans son livre *Au nom d'Allah*, Boualem Sansal

retrace le parcours des islamistes dans l'Algérie indépendante. « Nous les avons accueillis avec sympathie, un brin amusés par leur accoutrement folklorique, leur bigoterie empressée, leurs manières doucereuses et leurs discours pleins de magie et de tonnerre ». C'était au lendemain de l'indépendance. C'était la période où l'Algérie était la patrie des révolutionnaires du monde entier. « Quelques années plus tard nous découvrîmes presque à l'improviste que cet islamisme s'était répandu dans tout le pays à travers le réseau des mosquées, [...] ils avaient gagné le cœur des gens, les jeunes notamment en rupture avec le monde étriqué et sans horizon que leur promettait le socialisme bureaucratique au pouvoir. » À la fin des années 1980, cet intégrisme mobilise des foules immenses, constitue des « milices tapageuses » puis part « à l'assaut d'un pouvoir dont la corruption avait atteint des niveaux outrageants et que le peuple haïssait de toutes ses forces ». Il advint alors qu'à l'issue de ces élections l'armée algérienne, effrayée par « les menaces d'épuration » qui visaient autant ses rangs que le pouvoir politique, cassa les élections, décréta l'état d'urgence et instaura le couvre-feu. Aujourd'hui, dit Boualem Sansal, la guerre est terminée, mais l'islamisme radical est toujours là, « enraciné dans la population et tissant des liens profitables avec l'internationale islamiste ».

Comment donc expliquer la myopie, si ce n'est l'aveuglement, de ceux qui, défendant avec raison ceux qui étaient en France victimes d'un racisme du fait de leur couleur de peau, de leurs noms ou de leur origine sociale, se refusèrent à mener une critique de la religion musulmane ? À cet égard le texte⁹ de Marieme Helie Lucas écrit après les événements de Cologne est une réponse très intéressante : « Plus grave encore est que la gauche laisse aux seules forces politiques de l'extrême droite européenne xénophobe traditionnelle le monopole du discours sur l'autre extrême droite, celle de l'intégrisme musulman, lui laissant aussi le monopole de la légitime dénonciation des forces d'extrême droite dite religieuse issues de nos pays. »

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?

Donc le président Hollande l'a dit encore en ce dernier jour de 2015, nous, c'est-à-dire la France éternelle, sommes en guerre. Contre qui, eh bien cet État islamique, ce groupe de barbares dont les

9. <http://www.siawi.org/article10591.html>

spécialistes nous disent qu'ils pratiquent avec virtuosité l'utilisation du web profond, le Darknet, savent utiliser le système financier des bitcoins et plein d'autres outils de communication. Ce sont donc des barbares au fait de ce système pas si virtuel que ça par où transitent toutes les finances spéculatives du monde. Mais qui sont les autres protagonistes ?

Vingt-quatre pays sont engagés dans cette guerre. C'est la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'autant de pays en combattent un autre. Il faut y ajouter depuis septembre 2015 la Russie avec le soutien de la Chine. L'Iran qui ne fait partie d'aucune coalition, intervient sur le terrain aux côtés de l'Irak, où la fraction chiite est au pouvoir, et soutient via le Hezbollah libanais Bachar el Assad. Quel peut bien être le motif qui mobilise autant de puissances dont la réunion ne semble pas justifier un combat contre un groupe armé qui rassemble au maximum seulement quelques dizaines de milliers de combattants ?

Il est possible de trouver différentes raisons qui ne s'excluent pas les unes les autres, d'ailleurs. Le conflit se passe dans une région où les frontières sont pour le moins floues. Elles ont été fixées par deux hommes, l'Anglais Sykes et le Français Picot, en 1916, alors que l'Empire ottoman sombrait. Cet accord partageait le Moyen-Orient en zones d'influence ou d'administration directe entre la France et le Royaume-Uni. En arrière-plan se jouait l'accès aux champs pétroliers, déjà. À cheval entre la Syrie et l'Irak, l'action de Daech rebat les cartes. À cela s'ajoute l'irrédentisme kurde qui, bien que partagé entre différentes factions ou tendances, fait trembler la Turquie, mais aussi moins ouvertement l'Irak, la Syrie et l'Iran. Et aussi la présence de la Russie sur la Méditerranée par sa base en Syrie, à Tartous, héritage de la période soviétique acquis contre l'effacement de la dette syrienne. Le tout avec, comme cent ans auparavant, l'accès au pétrole. Ce conflit précède, l'avenir le dira, une nouvelle distribution des cartes dans cette région du monde comme dans celle qui va de l'ouest de l'Afrique à la Somalie, et à terme sur la planète tout entière¹⁰.

Ce conflit tombe aussi à pic pour des pays confrontés aux impasses économiques et environnementales actuelles. Il joue le rôle d'un cache-sexe.

10. Au fur et à mesure qu'arrivent les informations, il apparaît que la zone d'influence directe de Daech s'étend aussi vers l'est, c'est-à-dire vers l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et la Chine.

LES TERRORISTES

Il faut bien en parler, c'est-à-dire qu'il faut parler de ceux qui ont hanté nos rues comme de ceux qui viendront leur succéder. Tout paraît avoir été dit, sur leurs origines sociales, ethniques, religieuses. Il semble que, chaque fois qu'une généralisation est faite, elle entraîne un correctif. Ils n'étaient pas tous originaires d'un quartier sensible. Ils n'étaient pas tous d'origine maghrébine. Ils n'étaient pas tous des cas sociaux. Ils n'étaient pas tous en échec à l'école. Ils sont très divers. Ils ont un point commun pourtant, ils ont traversé la frontière invisible qui entoure cet ensemble de ce que nos hérauts nationaux nomment « nos valeurs »¹¹. Leurs raisons sont multiples. Ce faisant, ils semblent avoir donné un sens à leur vie comme à leur mort. Quel sens ? Olivier Roy, spécialiste de l'Islam, estime que le djihadisme salafiste n'est pas la conséquence d'une « radicalisation de l'islam », mais d'une « islamisation de la radicalité », dans un contexte où l'Islam est devenu l'une des dernières offres politiques disponibles « sur le marché de la révolte radicale ». Il s'agit certainement d'une explication qui devrait plaire aux libertaires que nous sommes. À mon avis, cela ne suffit pas. Alain Bertho, anthropologue, avance, lui, la notion de pulsion de mort. Dans une interview¹², il cite à son appui Jacques Lacan qui disait en 1959 : « Il n'y a que les martyrs pour être sans pitié ni crainte et, croyez-moi, le jour du triomphe des martyrs, c'est l'incendie universel. » À plusieurs reprises des jeunes gens désespérés par l'injustice et l'absence de changement ont pensé que le passage par les armes était indispensable. Les militants de la RAF ou des Brigades rouges, et avant eux des groupes d'anarchistes espagnols qui avaient pensé accélérer la libération de l'Espagne, justifiaient leur engagement par une volonté d'émancipation de leurs concitoyens. Ce ne serait, selon les spécialistes, pas le cas de ceux qui portent le terrorisme islamique en Europe et au Moyen-Orient. Ce qui est sûr, c'est que présenter ces passeurs de frontières comme des victimes de l'oppression qu'ils ont ou auraient subie est une erreur. Si ce n'était que cela, ils seraient bien seuls.

Une attitude partagée par beaucoup de gens est de considérer ces terroristes comme un échec de la France. Derrière ce point de vue se cache en fait la vision d'une société qui devrait être autre chose que ce qu'elle est, c'est-à-dire un produit à la fois du capitalisme et d'un étatisme de plus en plus grand. L'injustice sociale n'est

11. Ils ont bien un autre point commun, ils sont jeunes tout comme ceux qui les combattent, d'ailleurs. Les jeunes ont été de tout temps la chair à canon des vieux.

12. <http://www.bastamag.net/> le 26/11/2015. Il est intéressant de voir d'ex-staliniens comme lui avancer que, « malgré la réalité policière et répressive des régimes communistes 'réels', un changement de société était, à l'époque, encore perçu comme possible et s'inscrivait dans une démarche historique, une idée du progrès. C'est l'idée du possible qui s'est effondrée ».

pas un accident mais le produit normal des conditions de vie actuelles. S'étonner que certains choisissent de sortir du droit chemin relève d'une certaine hypocrisie. Il est peu probable que beaucoup d'entre eux aiment, ni qu'ils connaissent d'ailleurs, cette chanson où Brassens dit que « les brav's gens n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux ».

Il est certain que l'appel au djihad de Daech est plus excitant, plus enthousiasmant que celui prôné en septembre 2015 par le nouveau président du CFCM (Conseil français du culte musulman) : « Le vrai djihad est en France, c'est celui de l'intégration et de la réussite sociale¹³. »

Ce serait une erreur de se focaliser sur les djihadistes français. En Israël, leurs frères d'armes existent aussi. Dans ce pays, un scandale a éclaté. La droite dure et l'extrême droite accusent les services secrets d'utiliser contre des jeunes Juifs les même techniques de torture et d'extorsion d'informations que contre les terroristes palestiniens. Un groupe appelé La Révolte est au centre de cette affaire¹⁴. Plusieurs des ses membres sont emprisonnés pour l'incendie de cette maison où un bébé est mort et ses parents peu après. Voici comment ce groupe se présente : « Nous en avons parfois assez de seulement endommager des propriétés [en Palestine], alors il nous arrive de vouloir tout simplement brûler des maisons et ceux qui y vivent. Israël n'a pas le droit d'exister et nous ne sommes pas tenus de respecter les règles du jeu. Puisque nous n'avons aucune chance aujourd'hui de construire un mouvement organisé sous le système actuel, notre but est de construire des cellules dans un certain nombre d'endroits et, avec l'aide de ces cellules, de construire quelque chose de plus grand et d'être en mesure de diffuser notre idéologie au reste des colons¹⁵. » Dans *Le Monde* du 9 janvier 2016 un universitaire israélien invite à replacer ce projet messianique dans une perspective historique : « Ces jeunes des collines vivent dans l'idée d'un retour "rousseauiste" à la terre, pour retrouver leur identité authentique et se connecter à Dieu. »

LA GÉNÉRATION BATACLAN ET LE COCON EUROPÉEN

Il est intéressant de feuilleter les mémoriaux en ligne concernant les morts du 13 novembre. Ceux que l'on rassemble sous ce nom

13. <http://oummatv.tv>

14. <http://www.middleeasteye.net/> 3 janvier 2016

15. Traduit par le site de l'Association France Palestine Solidarité.

ont pourtant des âges très divers à première vue. Pour une bonne partie, ce ne sont pas des Parisiens de souche, beaucoup viennent de province. Ils sont montés à la capitale pour vivre leurs envies. La majorité d'entre eux est trentenaire, d'un peu moins que trente à un peu plus de quarante. Il est possible de dire avec *Le Monde* qu'ils sont tout ce que n'est pas Daech, qu'ils sont l'anti-État islamique. Mais cela ne suffit pas. Un petit calcul fait apparaître que, nés il y a entre trente et quarante ans, ils sont la première génération post-68. Ils ont grandi dans une France à velléité multiculturelle, une France de la consommation, une France ouverte sur le monde avec les avions *low-cost*, une France sur la voie d'une ubérisation générale, et ils y étaient bien malgré tout. Ils pouvaient ainsi se croire à l'écart du monde du désordre. Car au fond, ce qui frappe, c'est cette espèce de croyance qu'il y avait une sorte de protection invisible qui les entourait, et nous aussi bien. Pourtant, partout autour Daech frappait comme il avait frappé en janvier. Mais nous n'en tenions pas compte. En janvier, il y avait ces caricatures. Il y avait ces « Je suis Charlie », ou ces « Je ne suis pas Charlie ». Aujourd'hui, il y a Hollande et ses sonneries « aux morts ». Il n'y a plus de parti à prendre, comme si les divisions d'hier n'avaient été qu'une triste plaisanterie. Aujourd'hui, c'est la guerre.

Au-delà des morts et des blessés, au-delà des familles et de leurs cercles profondément meurtris, ces tireurs de rue ont fait comprendre aux Français, et aux jeunes en particulier, que personne n'était à l'abri. Ces massacreurs de rue n'étaient que des morts en sursis. C'est bien ce qu'ont compris ces nombreux jeunes gens qui se sont précipités dans les casernes ou les commissariats de police pour s'engager. Pourtant, il ne sert à rien d'oublier que, pour ceux qui les envoient, la mort venant du ciel est pain quotidien. Si nos médias se gargarisent des sorties de nos magnifiques engins de guerre, des cibles visées et touchées, aucun chiffre des victimes dites civiles n'émerge, comme si les gens de Daech étaient stupides au point de se mettre au milieu du désert pour faciliter le travail de la coalition mondiale.

UN SPECTRE HANTE L'EUROPE

L'intérêt d'avoir une guerre loin de chez soi est justement cette distance qui permet de considérer l'événement avec un rien de

détachement. Quand les habitants de cet endroit, excédés, épuisés, affamés, décident d'aller ailleurs, et particulièrement chez ceux-là mêmes qui regardaient de loin, rien ne va plus. C'est ce qui se passe en Europe avec ces centaines de milliers de réfugiés qui arrivent pour « manger notre pain ». S'il suffisait de leur donner asile, de leur donner à manger, ce serait simple. Mais il y a autre chose, et cette « autre chose » est mise au jour, c'est la fonction des analystes.

Il s'agit d'un dispositif ou événement qui va forcer l'institution à prendre conscience de ses contradictions. Pour Rémy Hess¹⁶, l'analyste est ce qui fait parler l'institution, la dévoile. L'Union européenne n'a jamais fait face à un tel danger. La confrontation avec la Grèce, fin 2014 et début 2015, fut, en comparaison, d'une facilité déconcertante. Les gauches radicales grecques comme internationales crurent un instant qu'une victoire (laquelle ?) était à portée de main. Nous savons aujourd'hui que l'argent eut le dernier mot. Avec ces flots de Syriens, d'Irakiens et autres qui déferlent sans demander la permission il en va autrement.

1989, le mur de Berlin tombe. 2016, des pays de l'Union s'enferment volontairement dans des barbelés. La libre circulation des personnes qui fondait l'Europe est mise pour le moins à mal. Tout le discours libéral philosophique qui avait pour fonction de masquer le libéralisme économique disparaît. Seule reste la réalité de l'égoïsme national. Seule surnage la figure de la chancelière allemande, accrochée à sa foi protestante pour une part et, pour une autre, à la certitude que son pays a besoin de sang nouveau pour continuer son expansion. Il est en effet plus facile et plus rapide d'accueillir des gens pour la plupart déjà formés que d'attendre une éventuelle et peu probable augmentation de la natalité germanique¹⁷. Simultanément, la montée du populisme raciste inquiète pour le moins le reste de la gauche humaniste européenne. Ce qui vient de se passer à Cologne le soir du nouvel an apporte de l'eau au moulin des racistes et populistes.

**MESSIANISME,
MILLÉNNARISME ET RÉVOLUTION**

Le propre des religions monothéistes, c'est d'avoir un début qui a une origine historique plus ou moins datée. Elles s'inscrivent de même dans un récit de la création du monde que certains groupes

16. *Hermès* 26-27, 2000.

17. Il est remarquable de voir que, du fait de l'investissement public en faveur des réfugiés, le PIB allemand a augmenté de 0,3 % au troisième trimestre 2015.

de fidèles prennent au pied de la lettre. Mais, en plus, elles possèdent un récit d'une fin du monde sous forme d'une prédiction qui peut apparaître comme une libération et parfois comme un retour aux origines paradisiaques.

Au cours de l'histoire, de nombreux mouvements sociaux ont utilisé l'idée millénariste. Il s'agissait de se révolter contre la misère et l'injustice afin de hâter le retour du libérateur, qu'il soit le Christ pour les chrétiens, le Messie pour les juifs, le Mahdi pour les musulmans sunnites et l'Imam caché pour les musulmans chiïtes. Les processus mentaux sont les mêmes. Pour ceux de nos lecteurs ou lectrices qui seraient intéressés, il existe un formidable roman écrit par Mario Vargas Llosa, *La Guerre de la fin du monde*. Cela se passe au Brésil, dans le *sertão*, à la fin du XIX^e siècle.

Ce qui se passe au Proche-Orient illustre bien cette problématique : des vaincus, qui ont longtemps opprimé une population d'un autre courant religieux, se trouvent opprimés à leur tour et s'organisent pour résister. Pour donner à leur action une autre signification que celle d'une revanche, ils habillent leur résistance d'une idéologie religieuse, messianique et millénariste. Toutes les religions du Livre ont en définitive cette perspective. En ce qui concerne Daech, voici ce qu'en dit un intellectuel musulman, et qui vaut autant pour les juifs que pour certains chrétiens évangélistes : « Un hadith très obscur et longtemps délaissé réapparaît depuis quelques mois. Il stipule que le Prophète aurait dit : "Le prophétat [gouvernement du Prophète] restera parmi vous tant qu'il plaira à Dieu, ensuite le califat sera établi selon une méthode prophétique ; ensuite le royaume mordant ; puis le royaume tyrannique ; puis recommencera le califat selon la voie prophétique." Les jihadistes de Daech identifient ce dernier gouvernement évoqué dans ce hadith au califat d'Al-Baghdadi¹⁸. »

Pour les juifs, il en est de même. Au printemps 2015, le journaliste Charles Enderlin réalise un documentaire intitulé *Au nom du temple* qui expose la situation en Israël de ce courant qui lutte pour la venue du Messie. Pour cela, il faut que les juifs conquièrent le Mont du temple à Jérusalem, celui-là même que les musulmans nomment *Haram al Sharif*. Une sociologue israélienne avance que 51 % des Israéliens sont convaincus de la venue du Messie et qu'ils sont 67 % à estimer que le peuple juif est le peuple élu.

18. Soheib Bencheikh, <http://www.je-uneafrique.com>

LES ANARCHISTES ET LA GUERRE, AUJOURD'HUI !

« Nous estimons que l'État est incapable de bien. Dans le domaine international aussi bien que dans celui des rapports individuels il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime » (Malatesta, *Réponse au manifeste des seize*, 1916).

« Alors faisons vite la paix. N'attendons pas qu'elle nous soit offerte par les auteurs de guerre. Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort. On peut tout espérer de la vie. Que les armées, laissant la parole à la raison, déposent donc les armes » (Louis Lecoin, *Paix immédiate !* Septembre 1939).

Le sentiment apparemment le plus généralisé dans la mouvance libertaire est un malaise devant l'incapacité à agir dans laquelle se trouve tout mouvement civil, compte tenu du rapport des forces actuel. Mais un sentiment n'est pas une analyse, et *Réfractations* a voulu poser et se poser les questions : que peut-on penser ? Que peut-on faire ? (*Réfractations* n° 4, automne 1999, « Le Kosovo et la guerre », p. 75).

Aujourd'hui, les différents communiqués et articles des organisations et sites anarchistes reflètent le sentiment exprimé alors par *Réfractations*. L'accord se fait plus ou moins sur l'identité et les motivations des meurtriers, qui eux-mêmes se voient comme des guerriers, ce qui, d'ailleurs, efface toute mauvaise conscience. Dans un communiqué de la Fédération anarchiste, on trouve ce paragraphe qui reflète plus ou moins l'opinion de tout le petit monde libertaire : « Des assassins intoxiqués par une idéologie délirante ont fait régner la terreur à Paris comme ils la font régner au Moyen-Orient et en Afrique. Ils peuvent se réclamer d'un dieu ou de la souffrance des populations en Syrie, en Palestine ou ailleurs. Ils ne sont que des meurtriers qui tentent dérisoirement de donner une justification à leurs actes. Ils n'en ont aucune. » Sur la question des responsabilités profondes, les avis sont partagés. Il faut aller sur le site de la CNT-AIT officielle pour trouver un texte intitulé *Seule la Raison peut s'opposer à la Folie. La guerre, dans tous ses états*¹⁹. Dans ce texte qui tente de faire la différence entre guerre asymétrique et terreur, on lit quelque chose de curieux : « Nous n'avons rien à

19. <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

attendre des intellectuels munichoïses qui, comme Onfray, parlent déjà de négocier avec Daech. » Ce qui en creux implique qu'il n'y a pas d'autre possibilité de sortir de ce conflit que la guerre menée par les puissances mondiales. Ce qui est curieux pour des gens qui se disent anarcho-syndicalistes. Il faudra bien revenir plus loin sur cette furie anti-Onfray qui fait de lui un « traître à la patrie ».

Mais partout ailleurs règne un grand silence sur la guerre dans laquelle la France, donc ses citoyens, qu'ils le veuillent ou pas, est engagée. Où est donc passé l'antimilitarisme anarchiste traditionnel ? L'armée est de métier et sur le sol français elle protège nos compatriotes. Quand elle fait la guerre, c'est loin de chez nous. Comment faire pour s'y opposer ?

Ce qu'il a été possible de remarquer avant la tuerie de novembre 2015, c'est l'apparition de ce mot « Kobané ». C'est le nom d'une petite ville du nord de la Syrie, conquise par Daech, libérée par les Kurdes, qui emportait alors tous les suffrages parmi les anarchistes français. Il suffisait de passer d'un site libertaire à un autre pour voir mentionné ce nom avec des appels au soutien. Étonnant. Comme s'il s'agissait d'une nouvelle Espagne libertaire. Dans certains endroits, des affiches montrant une combattante, kalachnikov au poing, indiquaient qu'elle se battait aussi contre le fondamentalisme et le patriarcat. Nulle interrogation ne se fait jour sur le prix à payer pour ces armes. Pourtant l'impasse du val d'Aran²⁰ encore vivace dans les mémoires anarchistes devrait porter à un peu de prudence. Cela, c'était avant, avant le 13 novembre. Depuis, cet élan de solidarité s'est affaibli.

L'autre sujet qui revient est celui de l'état d'urgence ; cette situation, qui au départ visait ceux qui étaient considérés comme terroristes ou proches, s'est étendue à bien d'autres, comme les anars pouvaient le prévoir.

Mais partout ailleurs règne un grand silence sur la guerre dans laquelle la France, donc ses citoyens, qu'ils le veuillent ou pas, est engagée.

CHARLIE, PARIS, LA GUERRE ET LES DÉBATS EN COURS

Sidérés en janvier, assommés en novembre, les intellectuels français ne sortent pas indemnes de la tornade terroriste. Nombre de spécialistes sont interrogés, quasiment soumis à la question

20. En octobre 1944, des forces espagnoles républicaines se rassemblent dans le sud de la France en vue de continuer la guerre contre le fascisme, cette fois du côté espagnol. C'est par le val d'Aran, sur la frontière pyrénéenne, qu'il est décidé d'entrer en Espagne. Ce sera un échec. Les forces franquistes sont trop importantes et les forces alliées refusent de s'engager. Charles de Gaulle fera désarmer les guérilleros après avoir reconnu le gouvernement franquiste le 16 octobre.

médiatique, pour expliquer, convaincre, donner les solutions, etc.

Il convient de s'arrêter un moment sur les mésaventures de Michel Onfray. Le contentieux qui oppose ce philosophe « libertaire » aux médias date déjà de quelques années. Interviewé sur RMC, il avançait que l'intervention au Mali ou en Libye relevait plus de politique coloniale que de défense des droits de l'homme. « On ne va pas faire la loi chez les musulmans, dans les pays musulmans. Pourquoi est-ce qu'on n'intervient pas en Israël ? Il faut arrêter de faire la politique coloniale au prétexte que c'est les droits de l'homme qui nous animeraient. Ce n'est pas les droits de l'homme qui animent Hollande au Mali. » Daech dans ses médias va faire ses choux gras de ces déclarations, à tel point qu'Onfray, auteur du *Traité d'athéologie*, deviendra pour les médias un allié objectif de l'État islamique. Le magazine *L'Express* ira jusqu'à en faire « la caution intellectuelle de Daech ». Après le 15 novembre, il sera bien seul à oser penser qu'une autre manière de régler le problème de l'État islamique est possible. Il sera le seul intellectuel médiatique à oser dire que le bombardement de la Syrie et de l'Irak n'est pas une solution. Rejoignant en cela, d'ailleurs, les experts militaires qui avancent que seul le combat au sol est l'issue, mais qu'il est impossible.

Le point commun de toutes les interventions de ces derniers mois, une fois les diverses explications données sur la nature de la partie « terroriste » du conflit, est de célébrer les valeurs patriotiques. Il est important de faire apparaître la France comme un pays uni, ou qui devrait l'être, porteur de valeurs universelles bien souvent oubliées pourtant dans les périphéries de nos villes comme de notre société. Assommés par ces meurtres sur commande, ces mêmes intellectuels ont bien souvent la mémoire courte. Ce n'est pas la première fois que la France est soumise au feu terroriste sur son sol, même si cela ne concernait pas ceux que l'on appelle aujourd'hui les Français de souche, même si alors ces morts étaient considérés comme des Français. Rappelons-nous, les affrontements entre le Front de libération nationale et le Mouvement national algérien (tous les deux indépendantistes) causèrent en France, selon les chiffres officiels, entre 1^{er} janvier 1956 et le 23 janvier 1962, 10 223 victimes dont 3 957 tués.

Dans une interview au magazine *Télérama* (janvier 2015), l'historien Pascal Ory déclare à propos de la mondialisation subie par tous et incontestable : « Le double désordre économique et

écologique pourrait conduire à l'exacerbation des particularismes et au naufrage du libéralisme. On ne serait alors plus très loin d'un scénario catastrophe, d'un effondrement de la civilisation du style de celui de *La Planète des singes*. » Il est remarquable que, dans cette situation, une partie de ces intellectuels français qui interviennent partout ne trouve comme solution aux problèmes actuels que l'organisation d'une primaire électorale afin de désigner l'homme ou la femme providentielle qui nous sortira de là !

Pierre Sommermeyer

Transversale

